

Roger Langeron, Préfet de Police de Paris, prend des notes au jour le jour du 10 juin 1940 au 20 janvier 1941. Il est arrêté par la Gestapo le 24 janvier 1941 au matin.

Le Ritz à la veille de l'Occupation.

Lundi 10 juin.

Le soir, dernier dîner au Ritz, avec un ami très cher, sa femme, la mienne.

Ils partent demain matin. C'est notre dernière soirée. (...)

Il n'y a absolument personne, dans ce grand restaurant d'un Paris déjà désert. A côté de notre table, il n'y en a qu'une autre occupée dans le jardin de l'hôtel, où l'on nous a installés. De cette table voisine, un ami mobilisé vient nous saluer, puis nous quitte. Nous sortons, nous faisons quelques pas sur la place Vendôme ; et puis, nous nous disons adieu vers onze heures, dans la nuit claire, inquiets les uns des autres, anxieux de notre pays...

(Langeron, 1946, pp.14-15)

L'Exode des fenêtres du Palais

Mardi 11 juin.

Paris se réveille dans une sorte de nuage épais, de fumée noirâtre. On voit à peine clair dans les rues. Le public s'interroge. Sont-ce les troupes françaises qui, avant de se replier, ont brûlé des stocks ? Ou les Allemands qui les ont anéantis au cours de leur avance ? Surtout, c'est la grande angoisse de tous, où sont nos armées ? Dans quelle situation se trouvent-elles ? Il semble que le ciel obscurci aggrave les incertitudes, les doutes. On apprend que ce sont des réserves d'essence, assez proches de Paris, que les Allemands ont incendiées en les bombardant.

L'exode s'est amplifié considérablement. Je vois passer, sous mes fenêtres, boulevard du Palais, un défilé ininterrompu et infiniment triste de voitures à chevaux, à bœufs, de petites voitures d'enfants, et aussi de cyclistes, de piétons, de chiens, d'animaux de ferme. Des matelas sur le toit des voitures, des sacs dedans, tout un bagage hâtif où l'on a accumulé ce qu'on avait de plus précieux, de plus cher... (...)

Nous continuons à faire partir les enfants du personnel de la Préfecture. Mais les événements se sont précipités. Ce nouveau départ est bien plus émouvant que les précédents. Leurs mères, pour la plupart, restent à Paris avec leurs maris. Elles savent, du moins, que les petits seront soignés par nos infirmières si dévouées. Mais c'est une dure séparation. Le départ s'effectue dans une émotion poignante. Beaucoup de parents, pour des raisons diverses, ne peuvent pas ou ne veulent pas envisager de se séparer de leurs très jeunes enfants. Pour ceux-là, le Comité que préside ma femme s'emploie à chercher le lait devenu introuvable. Les voitures de la Préfecture partent dans toutes les directions, vers les dépôts de lait et ramènent les quantités nécessaires.

(Langeron, 1946, pp.15-21)

Dévotion de la police parisienne vis-à-vis de la population désemparée

Jeudi 13 juin.

Encore bien des voitures, petites et grandes, avec un matelas sur le toit. L'exode se poursuivra-t-il donc jusqu'à la dernière minute ? Jusqu'à l'arrivée de l'ennemi ? Le cortège se hâte, plus que les jours précédents. Pas d'autres bruits que ceux des voitures, des chevaux. Nul être humain ne parle. L'atmosphère est lourde.

Quelques difficultés de ravitaillement. Beaucoup de commerçants sont partis, malgré l'ordre de réquisition, et autant de boutiques sont fermées. Les deux préfectures de Paris unissent leurs efforts et leurs moyens. (...)

J'ai adressé et fait afficher deux proclamations, l'une à la population de Paris, l'autre à mon personnel :

« A la population parisienne,
« Dans les circonstances graves que connaît Paris, la préfecture de police continue sa mission.
« Elle doit assurer à la capitale la sécurité et l'ordre.
« Ce devoir, nous le remplirons jusqu'au bout.
« Parisiens, je compte sur vous, comme toujours, pour me faciliter la tâche.
« Comptez sur moi.
« Je vous dis, une fois de plus, mon affection profonde, mon entier dévouement.
« Roger LANGERON
« *Préfet de police.*

« Fait à Paris, le 12 juin 1940. »

« Aux directeurs, fonctionnaires administratifs, commissaires de police, inspecteurs et gardiens de la paix de la police parisienne,

« Dans les circonstances graves que connaît Paris, nous avons reçu l'ordre de continuer notre mission.
« Nous devons assurer à la capitale la sécurité et l'ordre.
« Ce devoir, nous le remplirons jusqu'au bout.
« Une fois de plus, mes chers amis, la population parisiennes compte sur vous.
« Une fois de plus, votre préfet vous dit sa haute confiance et sa profonde affection.
« Roger LANGERON.

« Fait à Paris, le 12 juin 1940. »

Tous les fonctionnaires et agents de la Préfecture, à quelques unités près, sont restés à leurs postes. Et je ressens toute la grandeur de leur attitude. A cette heure où tout paraît s'effondrer dans le pays, la « Maison », comme l'appellent les policiers de Paris, est plus solide que jamais. Ses 25.000 hommes, chefs et agents, font blocs autour de leur chef, comme je le téléphonai hier à Mandel. Comme je les admire pour cette force qu'ils apportent au pays et cette armature solide, inébranlable qu'ils maintiennent dans chaque quartier, au service d'une population désarmée qui reprendra certainement confiance au contact de leur dévouement !

(Langeron, 1946, pp.28-31)

L'entrée des Allemands dans Paris

Vendredi 14 juin.

L'affreuse chose s'est réalisée. Les troupes allemandes sont à Paris. L'Etat-Major s'est installé à l'hôtel Crillon. (...) A 7h45, je suis avisée que quatre voitures allemandes sont entrées dans la cour de la Cité. Quatre officiers ont mis pied à terre. Je n'attends pas longtemps. Quelques minutes à peine se passent et l'on m'annonce un colonel et un autre officier supérieur. Ils entrent, s'arrêtent sur le seuil, me saluent correctement – j'ai même une impression de déférence. Sont-ils donc des survivants de l'autre guerre ? Non pourtant, ils sont trop jeunes. Des hobereaux alors ? Ou s'agit-il de donner le change sur les rigueurs futures ? Ils me demandent en français de vouloir bien me rendre, à 11 heures, au Crillon pour y rencontrer le général de l'armée d'occupation.

Après leur départ, j'apprends que, dès 8 heures, un immense, un interminable défilé de troupes motorisées a commencé à traverser Paris. Ils viennent de Saint-Denis et de la banlieue nord dans la direction de Montrouge. D'abord des motocyclistes avec leurs side-cars, dans leurs manteaux de cuir. Puis un déferlement de chars, de tanks. Les rues sont presque désertes, et la majorité des maisons ont leurs volets clos.

Le défilé va se continuer, ininterrompu...

J'attends dans mon cabinet l'heure du rendez-vous.

Les renseignements arrivent nombreux, de tous les coins de Paris et de la banlieue. Aucune entrave ne semble apportée à la liberté et à la rapidité des communications, ni à l'activité de mes indicateurs.

On m'apporte une note, émouvante dans sa sécheresse administrative, et qui récapitule les divers événements de la matinée.

3 h.40. – Un motocycliste allemand traverse la place Voltaire.

5 h. 20. – Trois voitures transportant des soldats allemands arrivent devant les casernes de Saint-Denis.

5 h. 30. – Deux camionnettes chargées de soldats allemands et cinq ou six motocyclistes, passent à la porte de la villette.

5 h. 35. – Des troupes allemandes descendent la rue de Flandre en direction des gares du Nord et de l'Est.

5 h. 50. – Trente gardiens de la paix se trouvent prisonniers à Bondy. Ils sont désarmés par les Allemands.

6 h. 10. – Cinq ou six voitures blindées se dirigent vers Aubervilliers.

7 heures. – On signale le passage de détachements allemands sur différents points de Paris.

Des troupes allemandes arrivent à la caserne de Saint-Denis, elles désarment un gardien de la paix.

7 h. 15. – Quelques estafettes motorisées allemandes et une automobile passent quai des grands-Augustins.

7 h. 50. – Des patrouilles allemandes patrouillent boulevard Saint-Michel.

7 h. 55. – Quelques officiers allemands arrivent à l'hôtel Crillon.

8 h. 05. – Une colonne allemande circule à Saint-Denis, en direction de l'Est.

8 h. 10. – Les soldats allemands établissent le contact avec les soldats français à la porte d'Orléans. Les Français peuvent librement poursuivre leur chemin.

8 h. 15. – Une colonne allemande passe à Saint-Ouen en direction de la porte Maillot.

8 h. 30. – Une vingtaine de motocyclistes remontent l'avenue des Champs-Élysées.

Des voitures allemandes, munies de haut-parleurs, passent rue La Fayette. Les occupants de ces voitures invitent les personnes à rester chez elles pendant 48 heures lors du passage des troupes allemandes. Ils annoncent que les pillards seront passés par les armes. Le drapeau français du Ministère de la Marine est enlevé.

8 h. 50. – Les drapeaux arborés aux immeubles, à l'angle de la place de l'Etoile et de l'avenue des Champs-Élysées, sont également enlevés.

9 heures. – A Antony, un soldat français a tiré sur des soldats allemands, en a tué un et blessé un autre. Les soldats allemands ont riposté à la mitrailleuse, tuant le soldat français et une femme.

Depuis cet incident, plusieurs mitrailleuses sont installées à la Croix de Berny, créant une zone interdite à toute circulation.

Les Ministère des Affaires Etrangères est occupé et le drapeau français est retiré. Une sentinelle, placée à la grille, tient un écriteau en langue allemande indiquant que le ministère est sous la protection de l'armée allemande.

9 h. 10. – Des soldats allemands circulent avenue de Versailles.

Le central des P.T.T., rue des Archives, est occupé par les Allemands.

Des éléments légers allemands défilent avenue de Wagram, en direction de la place de l'Etoile.

9 h. 25. – Des soldats allemands circulent rue du Faubourg-Saint-Honoré.

9 h. 27. – Le drapeau allemand est hissé au Ministère de l'Air.

9 h. 45. – Les Allemands hissent le drapeau à croix gammée sur l'Arc de Triomphe et jouent un air triomphal. Les troupes motorisées défilent sur la place de l'Etoile et sur l'avenue des Champs-Élysées. Un canon est braqué avenue Mac-Mahon.

10 heures. – Boulevard Sébastopol, des gens stationnent en file devant un marchand de couleurs pour obtenir du pétrole.

Un drapeau à croix gammée flotte sur l'hôtel de ville.

10 h. 15. – Dans le quartier de Belleville, les annonces suivantes sont transmises à la population par des haut-parleurs allemands : « Pas de manifestation sur le passage des troupes. Les armes des particuliers doivent être déposées. Les services de la police parisienne continuent à fonctionner. Les autres grands services continuent à fonctionner. Tout acte hostile sera puni de mort. »

10 h. 20. – Un officier allemand, qui suivait en voiture un détachement de troupes, s'arrête place du Châtelet où il harangue une centaine de curieux. Il fait en français de la propagande hitlérienne, disant notamment que les français étaient mal gouvernés, qu'il ne comprenait pas pourquoi la France avait fait la guerre à l'Allemagne et que l'Allemagne n'en voulait qu'à l'Angleterre. En terminant, il affirme qu'aucun mal ne sera fait à personne.

A 11 heures, je me rends au Crillon, en même temps que le préfet de la Seine. Le général von Studniz nous reçoit immédiatement, dans un des grands salons du premier étage. Monocle, petite moustache, allure un peu démodée d'officier de cavalerie. L'armée nazie est-elle donc décidément si peu différente de l'armée du Kaiser ? Sans doute une exception. A côté du général, un officier qu'il nomme : Oberleutnant Speitel. Le général se tourne vers moi : « Garantisiez-vous le maintien de l'ordre ? » Je réponds avec netteté. « Je le garantis si on me laisse tranquille. » Il réfléchit une seconde, et très vite me déclare : « Si l'ordre est maintenu, si je peux compter sur la sécurité de mes troupes, vous n'entendrez pas parler de moi. » Je lui donne mon accord. Et nous ne parlons plus que de détails. La population peut sortir librement. Le couvre-feu aura lieu jusqu'à nouvel ordre à 21 heures. Tous les jours se tiendra à l'Etat-major une conférence, où les deux préfets enverront un directeur. L'entretien est terminé. Salut de la tête de part et d'autre.

Les Renseignements généraux me communiquent la suite des événements de la matinée.

10 h. 30. — Une colonne motorisée allemande passe à Montreuil, se dirigeant vers Paris.

10 h. 45. — un lieutenant allemand accompagné d'un représentant de la légation de Suède ouvre le Consulat d'Allemagne où il ne reste que peu de temps.

Des appareils de prise de vues cinématographiques sont installés Place de la Concorde pour filmer le passage des troupes allemandes.

Deux officiers allemands viennent d'arriver à l'Hôtel Crillon, où l'Etat-Major allemand va s'installer.

Sur la place de la Concorde circulent des patrouilles assez importantes.

Le drapeau à croix gammée flotte sur le Ministère de la Marine.

L'infanterie allemande défile rue de Belleville devant la foule qui reste calme.

12 h. 15. — Un soldat français et un civil sont tués quai Gallieni, à Suresnes. Des renseignements recueillis, il résulte qu'un militaire français se trouvant dans un groupe aurait tiré sur une auto-mitrailleuse allemande qui passait, un soldat allemand aurait répondu par une rafale, tuant le soldat et le civil. Une enquête est ouverte.

12 h. 50. — Au carrefour de la Croix de Berny, un soldat français a tiré sur un détachement allemand. Un soldat allemand a été tué. Le détachement a riposté. On compte de notre côté deux tués.

(...)

Je parcours au ralenti le Quartier Latin. Puis je fais une tournée dans divers arrondissements de Paris. La ville est calme, silencieuse, entièrement repliée sur elle-même. Elle aussi, attend.

On m'apporte un tract dont de nombreux exemplaires ont été jetés sur la voie publique à Paris, en particulier à proximité de la gare de Lyon par des passagers d'une voiture automobile de l'armée allemande :

FRANÇAIS

« *L'Italie est maintenant en guerre contre la France !*

« *C'est la conséquence de la politique aveugle de votre gouvernement.*

« *Vos politiciens incapables ont saboté le rapprochement franco-italien comme ils avaient repoussé la main que l'Allemagne avait tendue à la France.*

« *Maintenant, vous avez à choisir entre la paix immédiate ou l'abandon complet.*

« *Pensez au sort de la Pologne que l'Angleterre avait poussée dans une guerre contre l'Allemagne. Dix-huit jours plus tard, elle n'existait plus.*

« *Et vos alliés ?*

« *Les Pays-Bas ont capitulé après cinq jours. Les soldats hollandais ont déjà été renvoyés dans leurs foyers.*

« *Les Belges ont déposé les armes après dix-huit jours d'inutiles combats. Ils ne voulaient pas verser en pure perte leur sang pour l'Angleterre.*

« *Les Anglais du corps expéditionnaire en France ont été tués, blessés, faits prisonniers ou ont pris la fuite.*

« *Leur matériel de guerre est en notre possession.*

« *N'oubliez pas que la première, la septième et la neuvième des armées françaises sont déjà écrasées et leurs généraux captifs.*

« *Les documents secrets qui sont tombés entre nos mains nous ont donné la possibilité d'étudier à fond votre situation militaire.*

« *Vous êtes absolument trahis !*

« *La ligne Maginot n'a plus aucune valeur. Vous avez payé pour rien des impôts écrasants.*

« *Il n'y a plus de résistance efficace à opposer à la supériorité militaire germano-italienne.*

« *Inutile de continuer la lutte. Elle n'aurait d'autre résultat que d'accroître encore les douleurs et les misères de la France et du peuple français. Mais quand le bateau coule, les responsables l'abandonnent à son destin et se mettent à l'abri.*

« *Français, pensez à vos pauvres enfants, à vos femmes infortunées. Agissez sans délai pour éviter la débâcle de la France.*

Sommez votre gouvernement de cesser une lutte sans aucun espoir de succès »

Ce tract est d'un bon augure. Ils semblent craindre que la lutte ne continue.

A 14 heures, nouvel incident dans le même sens. Une voiture découverte transportant deux officiers allemands, se range devant le terre-plein gauche faisant face à l'Hôtel de Ville. Après avoir porté leurs regards vers le drapeau à la croix gammée flottant sur l'Hôtel de Ville, les deux officiers descendent de voiture. Leur arrivée suscite un petit attroupement et l'un des officiers harangue en excellent français les personnes présentes. Il déclare :

« Vous êtes libres, vous pouvez circuler comme vous le voulez. Nous ne vous voulons aucun mal. Les Anglais vous ont engagés dans une guerre que vous aviez perdue d'avance. Madame, vous réclamez le retour de votre mari, sans doute ?

- Oui.

- Eh bien, ma femme réclame le sien, La paix signée avec nous, nous réglerons l'affaire des Anglais dans quinze jours.

Les deux officiers regagnent leur voiture en souriant, puis s'éloignent dans la direction de la Seine.

A la même heure, deux avions allemands se posent place de la Concorde.

A 16 h. 30, rue de Flandre, passage d'une artillerie allemande se dirigeant vers Saint-Denis.

Un soldat allemand, parlant très bien français, déclare : « La guerre sera terminée dans 15 jours au plus tard. Nous n'en voulons pas aux ouvriers français qui sont nos amis. Nous voulons faire la guerre aux gros. » Il accompagne ces mots d'un geste significatif de la main, puis il ajoute : « Ce sont les Anglais qui sont nos ennemis ; or, depuis leur entrée en guerre, je n'en ai pas rencontré un seul ».

7 heures du soir.

D'innombrables camions et motos traversent la ville.

C'est un déferlement continu de troupes et de matériel.

Ce fracas militaire, cette invasion d'uniformes verts qui s'insinuent dans toutes les artères de la capitale comme si d'immenses écluses s'étaient soudainement ouvertes – ceux qui ont eu l'atroce vision pourront-ils jamais l'oublier ?

Des auto-mitrailleuses sont placées sur tous les points de Paris, et ornent notamment la Place de la Concorde. Il y en a quatre autour de la Préfecture de police avec leurs servants. Je n'y vois certes aucun inconvénient, au contraire. Tout vaut mieux de leur part qu'une affectation de confiance, un excès de politesse.

On a appris ce matin la mort volontaire du Professeur de Martel, le grand chirurgien, fils de Gyp. Cet homme que sa carrière brillante a placé si souvent face à face avec la mort, n'a pas surmonté l'idée de la défaite, ni la présence des Allemands à Paris. Il a laissé une lettre. Il avertit son infirmière que toute tentative pour le rappeler à la vie sera inutile. Il a coutume de faire soigneusement ce qu'il fait. Son dernier acte a été préparé avec le même scrupule que tous les autres. Episode dramatique, comme il en surgit presque toujours au début des grandes tragédies nationales ! Une quinzaine d'autres suicides ont été signalés.

Je fais une nouvelle tournée dans plusieurs quartiers et je visite les commissariats. Je veux que mes collaborateurs aient l'impression d'une liaison étroite et vivante. Tous me confirment d'ailleurs le calme de la Cité et le vide des rues.

(Langeron, 1946, pp.40-54)

Evacuation des dossiers de la Préfecture de Police avant l'invasion de Paris.

Samedi 15 juin.

7 h. 40. Je suis encore à mon appartement. On vient m'y prévenir qu'un « représentant du haut commandement allemand » me demande, qu'il se dit très pressé et ne veut pas attendre. Je devine que c'est un homme de la gestapo et que le ton va changer. Il attendra cependant dix minutes, car je ne suis pas prêt. On vient me chercher à nouveau. A huit heures, je suis dans mon cabinet, où l'on introduit une brute vociférante, qui me prend de très haut, « regrette vivement » d'avoir attendu et me rappelle que la France est battue. Il me demande si je me crois encore sous les ordres du « juif Mandel ». Et il ajoute : « Nous savons, Monsieur Langeron, que vous n'aimez pas les Allemands. » (...)

Il s'assied à son tour et me dit, sur un ton qu'il cherche à rendre aussi menaçant que possible, qu'il veut savoir immédiatement où se trouvent les dossiers de la Préfecture de Police. L'évocation de mes dossiers provoque en moi un petit accès de joie intérieure. Car leur départ a été vraiment – je le dis sans modestie, c'est surtout l'œuvre de mes collaborateurs – une belle réussite. Les archives de mon Cabinet avaient été expédiées sur Montauban, dès la déclaration de guerre. Il s'agissait alors de les mettre à l'abri, non de l'invasion, mais des bombardements. Un train spécial parti de Paris, arriva à bon port. C'était à ce moment chose facile. Ce qui le fut moins, ce fut, le 10 juin 1940, le départ des archives confidentielles des Renseignements généraux. Quelques jours auparavant, des camions en avaient emmené une partie, sous la conduite d'inspecteurs. Mais les camions étaient devenus rares. Ils n'étaient pas sûrs. Je décidai d'utiliser les transports par eau et fis réquisitionner par la Préfecture de la Seine, deux péniches à vapeur, portant pavillon de priorité et pouvant faire 80 kilomètres par jour. Pendant 48 heures, devant le quai des orfèvres, nos inspecteurs, infatigables, firent la chaîne et transportèrent les dossiers des camions à bord des deux péniches, qui partirent le mercredi 12. La première contenait tous les dossiers d'étrangers. La deuxième, toutes les autres archives des Renseignements généraux et quelques dossiers de Police judiciaire, ceux qui pouvaient côtoyer la politique ou les affaires d'espionnage. Sous la direction d'un inspecteur principal, une équipe d'inspecteurs des Renseignements généraux s'embarqua. Ils emportaient avec eux 25 kgs de dynamite du parc de Versailles et l'ordre écrit de faire tout sauter plutôt que de le laisser prendre. Je fais à mon indésirable visiteur une réponse d'ensemble. Le Ministre de l'Intérieur s'appelle en effet M. Mandel (...) Quant aux dossiers de la Préfecture de Police, ils ont été évacués avec les dossiers des autres administrations, par ordre du Gouvernement et j'ignore totalement où ils se trouvent.

(Langeron, 1946, pp.55-58)

Vendredi 19 juillet.

Une grande joie ! Nous avons eu des nouvelles de nos péniches, de nos archives. Sur le point d'être rejoints par l'avance allemande à Roanne, les inspecteurs ont eu l'heureuse idée, au lieu de la faire sauter, de couler la péniche des Renseignements généraux, la plus importante, à 50 centimètres du bord.

(Langeron, 1946, p125)

Goering chez Maxim's

Samedi 29 juin.

Goering a atterri hier soir sur l'aérodrome de Compiègne et a passé la soirée à Paris. Dîner somptueux chez Maxim's, dans la salle du restaurant où n'ont été admis aux autres tables que des « personnalités » triées sur le volet. Le maréchal de l'Air se déploie au milieu d'un brillant état-major, devant une table impressionnante d'abondance et de luxe insolent. Mais des renseignements particuliers que j'ai recueillis, il résulte que Goering n'est pas seulement un paon glorieux. Il s'intéresse aux affaires. Il a beaucoup questionné, entre le caviar et le foie gras, sur l'état des affaires françaises. Il a beaucoup été question de l'installation rapide de grands « services économiques ». C'est le pillage technique qui va commencer.

(Langeron, 1946, pp.103)

Vendredi 26 juillet.

Goering est revenu faire bombance chez Maxim's. Son opulente poitrine, saturée de décorations, s'est étalée pendant trois heures à l'une des tables de l'illustre restaurant. In nombreux état-major et des Berlinoises des plus élégantes l'entouraient. Quelques Français dans la salle, mais qui, maintenant, sont connus et repérés.

(Langeron, 1946, pp.132-133)

Installation de l'administration allemande

Mardi 18 juin.

(...) L'administration allemande d'occupation s'installe et s'organise.

Au Palais- Bourbon, les locaux seront occupés, à partir d'aujourd'hui, par le « Conseiller d'Etat » Turner et ses services. C'est lui qui sera le grand chef. Je ne vais pas tarder à être convoqué. D'ores et déjà, les autorités allemandes ont prescrit au préfet de la Seine que toutes réquisitions d'immeubles devront être approuvées par lui. Tout leur est bon : ministères, grands et petits hôtels, cercles, immeubles industriels et commerciaux, hôpitaux, - ils ont besoin de ces locaux pour installer, avec quelle ostentation, leurs administrations. Mais nous alors ? Les pauvres réfugiés qui reviennent harassés d'un exode inutile, ceux qui ne peuvent plus rentrer dans des foyers maintenant occupés ou détruits par l'ennemi, faudra-t-il les laisser à la belle étoile ?

(Langeron, 1946, pp.75)

Le Palais Bourbon

Mercredi 19 juin.

(...) Je suis convoqué au Palais-Bourbon, chez le conseiller Turner.

Ce n'est pas pour moi une mince émotion que de pénétrer dans l'enceinte du suffrage universel occupée par l'ennemi. Ma voiture entre par la grande porte du Palais Bourbon. On me dirige par les couloirs familiers jusqu'à une petite salle d'attente. Puis je suis introduit dans un bureau assez exigü, et modeste, ma foi ! où m'attend debout une espèce de géant blond, revêtu d'un uniforme d'été à dolman blanc. A côté de lui, un interprète. Je suis entré moi-même avec le mien. Un double salut de la tête. On s'assied, et je subis d'abord un long discours. Turner m'explique avec une mimique froidement rageuse que, sous l'occupation française, en 1919, étant jeune officier, il a été molesté par nos officiers à nous. Non battu, précise-t-il, mais déshabillé à moitié, et placé dans une situation ridicule. Il ajoute, sans ironie, qu'il ne songe pas à m'en rendre personnellement responsable. Mais qu'il me rendra responsable de tout manquement des services de police ou de la population C'est normal et je lui donne, sans hésitation, mon accord.

(Langeron, 1946, pp.79-80)

Place de l'Etoile

Dimanche 14 juillet 1940.

Noël, Villey, un de mes collaborateurs – car je ne peux reprendre mon poste que le 16 – vont déposer une gerbe à l'Etoile, Ils le font avec simplicité, sans cortège, sans public. L'année dernière, les mêmes lieux voyaient une revue magnifique. Des troupes, des avions, des tanks. Et une belle foule pour acclamer notre armée ! Cette foule pensait à son honneur. Nulle intention guerrière ne l'animait. Elle voulait seulement être défendue. Elle était pleine de confiance. Douloureux et tragique anniversaire, dans cette atmosphère étouffante de l'occupation !

Noël et Villey ont eu raison, du moins, de faire le geste qui maintient, qui affirme la France. Dans la journée, un grand nombre de personnes sont venues individuellement déposer des fleurs, sur le tombeau du Soldat inconnu. Ce défilé s'est poursuivi jusqu'à la tombée de la nuit. Grande affluence aux Champs-Élysées. A l'heure habituelle, 18 h. 30, la flamme a été ranimée, en présence de nombreux Anciens combattant.

(Langeron, 1946, pp.118-119)

Propagande antisémite

Jeudi 18 juillet.

La propagande antisémite se spécialise pour le moment, dans des barrages à l'entrée des magasins israélites. Des jeunes gens se placent devant la porte et interdisent l'accès à la clientèle. Jusqu'à l'arrivée de la police, qui rétablit la liberté de passage et arrête les fauteurs de troubles.

(Langeron, 1946, p.124)

Lundi 29 juillet.

Papillons de propagande antijuive posés sur les murs. La police les fait disparaître immédiatement.

(Langeron, 1946, p.134)

Mercredi 31 juillet.

Grande activité également des antisémites. *Le Pilon* a fondé une organisation de jeunes, dite « Les Gardes Françaises », chargée de coordonner la lutte contre les Juifs et les francs-maçons. Recrudescence de papillons antijuifs que la police lacère. Et quelques bagarres entre vendeurs du *Pilon* et de soi-disant israélites que nous démasquons très vite comme des provocateurs à la solde des boches.

(Langeron, 1946, pp.135-136)

Samedi 3 août.

Les violences antisémites vont-elles commencer ? Une devanture a été saccagée par un groupe de manifestants en délire. Plusieurs sont arrêtés par mes soins.

(Langeron, 1946, p.140)

Mercredi 7 août.

La Préfecture de Police a arrêté quatre vendeurs du *Pilon* qui avaient pénétré dans des magasins juifs et renversé les comptoirs et étalages.

(Langeron, 1946, p.144)

Dimanche 18 août.

Les « Gardes françaises » n'ont pas fini de nous étonner. Dans leur réunion au Cirque d'hiver ils ont réclamé le pouvoir, acclamés par un auditoire d'antijuifs et d'anti-maçons. En attendant, ils continuent à faire leur besogne de provocateurs. Un essai de manifestation antijuive dans la rue, que la police fait avorter.

(Langeron, 1946, pp.148-149)

Mardi 20 août.

Nouvelle tentative des « Gardes françaises » - encore ces jeunes héros ! – qui pénètrent dans les locaux du Centre laïc des Auberges de la Jeunesse. La police les arrête. Elle arrête une autre bande qui brisait à coups de pierres, aux Champs-Élysées, des vitrines de magasins tenus par des juifs.

(Langeron, 1946, p.150)

Mercredi 21 août.

Une nouvelle manifestation antijuive aux Champs-Élysées et rue de Valois, est cette fois désavouée dans un communiqué officiel allemand. Décidément le torchon brûle entre les Allemands lavalistes de l'Ambassade et les Allemands doriotistes de la Propaganda Staffel, qui, à l'aide de Doriot, veulent impressionner Laval et Pétain. Cette attitude tortueuse ne me dit rien qui vaille.

(Langeron, 1946, pp.151-152)

Lundi 26 août.

Les papillons et les tracts antijuifs continuent à paraître, traqués par la police. Un nouveau parti vient de se créer, officialisant tout cela : le Parti Français National Collectiviste, présidé par un certain Clementi. Il nous fait savoir qu'il exploite – c'est bien le cas de le dire – les deux formations de jeunes : les Francs-Gardes, qui recruteront à partir de 21 ans, et le Jeune Front de 16 à 21 ans ! De mieux en mieux. Le programme doctrinal : refaire la France, Le programme réel : briser les vitrines des commerçants israélites, apposer des papillons et créer des incidents. Je donne l'ordre d'être très ferme et d'empêcher ou de réprimer toutes manifestations.

(Langeron, 1946, p.155)

Jeudi 5 septembre.

Hier et aujourd'hui, violentes manifestations antijuives par le P.P.F. « La France aux Français » sur les grands boulevards. Doriot continue. Ses amis allemands aussi.

(Langeron, 1946, p.164)

Mercredi 11 septembre.

A son tour, Georges Mandel est interné. Comment va-t-il être traité ?

Mardi 17 septembre.

Léon Blum est arrêté et interné au château de Chazeron. Même angoisse que pour Mandel.

(Langeron, 1946, pp. 166-167)

Dimanche 23 septembre.

Hier et aujourd'hui, « Conseil National du P.P.F. » Grand discours de Doriot. Sus aux Anglais, aux Juifs, aux francs-maçons, aux communistes. Et tout cela « pour réaliser l'union de tous les Français », dit le *Cri du Peuple*, le journal du parti. Beaucoup de bruit pour rien. Mais pour illustrer ce discours, de très nombreux papillons ont été apposés dans le 10^e arrondissement, notamment sur les glaces des établissements. Ces papillons comportaient les inscriptions suivantes :

« Maison étrangère, tu devrais prendre le train pour Jérusalem. »

« A bon entendeur, salut et fais bien tes malles, on t'attend à la porte. »

« Le fisc pourrait bien venir te voir, mais ce sera le fisc français et non un véreux comme toi. »

« Fais de la culture physique et prends de la quintonine. Ca te donnera des forces. »

« Un, deux, trois, boum et ta boutique saute. »

« Alors, mon petit youpin, tu ne comprends pas le français. »

« Alors, Jacob, et ton gommerce, ça va ? »

« Tes valises, prends-les en acier, ce serait plus prudent. On ne répond pas de la casse. »

« Tu n'es qu'un salopard et un étranger juif à la gomme. »

« Tu veux qu'on te détruise ? Comme tu voudras, mon poteau. »

« Les profiteurs de guerre sont les juifs. Ici, juif, Français n'entre pas. »

« Juif, tu as une petite tête de catalogue, un vrai mannequin pour mettre en vitrine. »

« Juif, sois beau joueur. Tu as perdu. Laisse ta place à un autre, mais à un Français. »

« Une maison juive est une maison irrégulière en France. »

« Les juifs seront bientôt réduits en poussière ; alors fais ta malle, petite fille. »

« Quand on est juif, on va en Palestine ou on se débène. »

« Ferme ta boutique, si tu ne veux pas avoir de la trique. »

« Cette maison est authentiquement juive ; faites payer les suceurs juifs. Ici ghetto. »

« Les juifs vivent de l'exploitation du prolétariat. »

« Ici, maison juive. Ferme ta boutique. Elle pourrait bientôt sauter. »

Ignoble littérature !

Révolution de palais au *Pilori*. Changement de directeur. L'ancien est arrêté. Un nouveau monte. Aucune importance.

(Langeron, 1946, pp. 168-170)

Mardi 1^{er} octobre.

L'ordonnance allemande contre les juifs va être publiée. L'offensive se précise, Les manifestations des jours précédents ont beau avoir été désavouées, elles étaient la préparation nécessaire. L'ordre était bien venu d'en haut. Doriot ne suggérerait pas, il exécutait. Le préviens de divers côtés les israélites auxquels j'avais déjà dit qu'ils manifestaient trop de confiance.

Mercredi 2 octobre.

Le Conseil des ministres français annonce, lui aussi, un statut des israélites. Il est peu probable qu'il soit plus bienveillant que le statut allemand.

Vendredi 4 octobre.

L'ordonnance allemande contre les juifs a un commencement d'application. Les juifs sont invités à se déclarer à la mairie. Une affiche noire et jaune sera apposée sur chaque entreprise juive. Jean Zay est condamné, comme déserteur, à la déportation et à la dégradation. Toujours la revanche sur les hommes de gauche.

(Langeron, 1946, pp. 173-174)

Samedi 2 novembre.

Les vitrines juives reçoivent des Allemands des affichettes jaunes. On les désigne aux attentats. Nous aurons, nous, plus de peine à les protéger.

(Langeron, 1946, p.188)

Hôtel Meurice

Mercredi 21 août.

Un nouveau général est au Meurice ; le général von Schaumburg. Celui-là est un reître qui n'essaie pas de jouer à l'homme bien élevé. On sent, chez lui, aux premiers mots, la haine des Français et l'intention de ne les ménager en aucune circonstance. Il se plaint de l'attitude de la population et déclare naturellement m'en rendre responsable. Je demande quelques précisions. Il affirme « qu'on rit sur le passage des officiers, qu'on le regarde fixement lui-même, quand il se rend à cheval au Bois de Boulogne. » Je lui réponds sans rire moi-même, que si le Bois de Boulogne n'était pas interdit, pour le plus grand dommage de la santé de nos enfants, on remarquerait moins les cavaliers qui s'y rendent. Ils chevaucheraient donc plus librement. La réponse porte. Sans quitter le ton hargneux, il me déclare qu'il va examiner la question, mais il est évident qu'il saisira tous les prétextes pour brimer la population.

(Langeron, 1946, p.151)

L'Opéra

Lundi 26 août.

L'Opéra a rouvert, sur la demande des Allemands, avec la Damnation de Faust. J'invoque mon travail et décline l'invitation. Je veux bien travailler, mais non fréquenter les réunions et les fêtes. L'idée de voir ces uniformes verts dans les célèbres loges me soulève le cœur. J'espère que les « personnalités parisiennes » ne seront pas trop nombreuses.

(Langeron, 1946, p.154)

Les Gardes Françaises

Lundi 26 août.

Les « Gardes françaises », décidément, ne craignent pas le ridicule. Hier a eu lieu l'inauguration du « Centre national » de leur mouvement. Aux Champs-Élysées, dans un superbe immeuble, que les Allemands ont réquisitionné pour eux. Une soixantaine de personnes, parmi lesquelles quelques journalistes, assistaient à leur vin d'honneur, offert à l'occasion de cette cérémonie. Devant la porte de l'immeuble, se tenaient des membres du « Parti », tous en chemises et culottes bleues, et coiffés d'un calot bleu marine à liseré blanc ; quelques-uns portaient un baudrier. Sur la façade de l'immeuble, un panneau de propagande. De nombreux curieux passaient et faisaient un arrêt que les gardes prenaient

certainement pour un hommage. Les papillons et les tracts antijuifs continuent à paraître, traqués par la police. Un nouveau parti vient de se créer, officialisant tout cela : le Parti Français National Collectiviste, présidé par un certain Clementi. Il nous fait savoir qu'il exploite – c'est bien le cas de le dire – les deux formations de jeunes : les Francs-Gardes, qui recruteront à partir de 21 ans, et le Jeune Front de 16 à 21 ans ! De mieux en mieux. Le programme doctrinal : refaire la France, Le programme réel : briser les vitrines des commerçants israélites, apposer des papillons et créer des incidents. Je donne l'ordre d'être très ferme et d'empêcher ou de réprimer toutes manifestations.

(Langeron, 1946, pp.154-155)

Laval à Matignon

Jeudi 29 août.

Laval est de nouveau à Paris. Quelle atmosphère que celle de Matignon, où le vice-Président du Conseil réside désormais ! Tous les Allemands, tous les amis de l'Allemagne sont là. Laval donne chaque jour une centaine de rendez-vous. Les visiteurs se pressent dans le salon d'attente. Ils restent chez le Président une moyenne de quatre minutes, bien chronométrées. Avant et après, ils participent au brouhaha et à la propagande de l'antichambre, au milieu d'une foule bigarrée, où les indicateurs et provocateurs ne manquent pas. Chaque soir, j'ai le récit détaillé des propos qui y sont tenus. Mais je pense qu'Abetz et Goebbels doivent en avoir autant.

(Langeron, 1946, p.156)

Exposition sur la Franc-Maçonnerie au Grand-Palais

Dimanche 13 octobre.

L'exposition, certes, attire du monde, car elle a la prétention de « dévoiler » les mystères et les rites. Aussi l'affluence est-elle grande. La curiosité est plus forte que tout. Mais il y aura des déceptions, car la présentation est d'une lourdeur germanique. Ce n'est pas là que les visiteurs puiseront la haine ni la terreur de la franc-maçonnerie.

(Langeron, 1946, p.177)

Incident au Café d'Harcourt (future librairie Rive Gauche)

Samedi 2 novembre.

Jusqu'à 18 heures, le « Café d'Harcourt » avait présenté son aspect habituel. Des étudiants et étudiantes consommaient au premier étage, alors qu'au rez-de-chaussée se trouvaient une trentaine de clients de huit Allemands en uniforme. A ce moment, deux Allemands, appartenant aux unités blindées, suivis, à quelques minutes, d'un militaire d'une autre arme, ont pénétré dans le café et gagné le premier étage. Leur entrée dans la salle n'a suscité aucune remarque particulière. Mais quelques instants après, une discussion s'est élevée entre le dernier des soldats entrés dans l'établissement et un consommateur. Un inspecteur de police, qui avait été placé en surveillance dans la salle, est alors intervenu, cherchant à mettre fin à l'incident, mais les deux autres militaires ayant pris fait et cause pour leur camarade, la discussion entre l'étudiant et les Allemands ne tarda pas à s'envenimer. Un même temps, une vingtaine de soldats allemands, conduits par un sous-officier, firent irruption dans la salle et expulsèrent brutalement les consommateurs. (...) Les autorités allemandes ont prescrit la fermeture immédiate du « Café d'Harcourt ».

(Langeron, 1946, pp. 187-188)

Le 11 novembre 1940

Jeudi 7 novembre.

Un mot d'ordre a circulé ces jours-ci, invitant la jeunesse du quartier latin « à se rendre dimanche après-midi au Rond-Point des Champs-Élysées et à déposer des fleurs liées d'un ruban tricolore au pied de la statue de Clémenceau ».

Lundi 11 novembre.

L'agitation patriotique du quartier latin a abouti à une rapide, mais vive manifestation. Depuis deux jours, la radio et la presse allemandes annonçaient qu'aucune démonstration, aucune commémoration ne seraient admises. Mais Paris reste Paris, et radio, presse, ordonnances, n'ont pas été de taille à l'empêcher de témoigner, en ce 11 novembre de la capitale occupée, sa ferveur accrue par l'épreuve. Individuellement ou par groupes de deux ou trois personnes, sans que rien dans leur attitude puisse paraître provocant, de tous les points de Paris, ouvriers, bourgeois, et surtout jeunesse des écoles se sont acheminés, dès le matin, vers le Soldat inconnu, essayant de puiser dans ce souvenir de gloire la force de supporter notre malheur actuel. La matinée et le début de l'après-midi sont restés calmes, malgré une très grande affluence. La police s'efforce avec tact de favoriser les dépôts de fleurs, très nombreux. Vers 18 heures, à la sortie des Ecoles, une foule plus dense et la présence de nombreux membres de groupements politiques nationaux-socialistes français amena une grande nervosité. Quelques attroupements se formèrent et des rencontres se produisirent entre groupes hostiles. A ce moment, des militaires allemands intervinrent, procédèrent eux-mêmes à des arrestations et tirèrent des coups de feu, blessant plusieurs jeunes gens. Mais la police parisienne s'interposa et reprit la direction du service d'ordre. A l'angle de la rue de Berri, une patrouille allemande s'était avancée, mais elle ne put agir, grâce à l'initiative du commissaire de police qui dirigeait le service et qui lui demanda de se retirer, en déclarant qu'il était entièrement maître de la situation. Là et ailleurs, la police sut éviter le pire, tout en rendant possible pendant une bonne demi-heure la manifestation patriotique.

Le transfert des cendres de l'Aiglon

Mardi 10 décembre.

Laval me dit qu'il vient d'être saisi d'une offre d'Hitler, qu'il estime flatteuse pour la France et très favorable à la détente entre les deux pays. De quoi peut-il s'agir ? Retour de nos prisonniers ? Diminution de la lourde indemnité de guerre ? Suppression ou relâchement de la ligne de démarcation ? Dans un éclair, je songe à ces trois choses. Mais Laval reprend : « Oui, le Führer fait ce geste important de rendre à la France les cendres de l'Aiglon. Elles arriveront à Paris le 14 décembre et seront remises solennellement au maréchal Pétain. » Je ne partage pas son enthousiasme. Et le questionne à mon tour :

« Le Maréchal viendra ?

- Sans aucun doute, me répond Laval. Il faut d'ailleurs qu'il vienne. C'est la suite de Montoire. J'ai convoqué pour le lui dire, le général de La Laurencie.

Le général est annoncé, en effet, et introduit. Tout de suite, il sursaute :

-Le Maréchal ne peut pas venir.

-Et pourquoi ?

-Ce serait contraire à sa dignité.

Laval ne redresse pas le propos. Il se fait souple et persuasif. Il expose les raisons de ne pas refuser ce qui nous est offert, de le recevoir au contraire de la meilleure grâce. Il rappelle – et ceci est plus insidieux – que le Maréchal a mis sa main dans la main d'Hitler, ce qui a été un geste beaucoup plus significatif que celui qu'on lui demande aujourd'hui. (...) Le général parti, j'appuie ses objections. J'ajoute que ce serait une grande erreur de croire que le public sera sensible au geste d'Hitler. Le moindre grain de mil, la moindre atténuation à ses épreuves feraient bien mieux son affaire. Les cendres de l'Aiglon lui sembleront d'une ironie amère. Laval en convient volontiers. Mais il ne s'agit pas de faire plaisir à la population pas plus qu'au Maréchal. Il s'agit de ne pas heurter les Allemands. (...)

Samedi 14 décembre.

Déat a été arrêté à sept heures et amené dans les locaux de la Police judiciaire : deux heures après – je ne me suis pas trompé sur l'horaire – le général Stulpnager fait téléphoner partout, chez moi, chez le général de La Laurencie, à qui je téléphone moi-même aussitôt, et exige impérieusement que Déat soit remis en liberté immédiatement. Déat est relâché à midi ¾. Entre les deux opérations, je vais à la gare diriger le service d'ordre, l'arrivée de Laval étant escomptée et certains bruits de manifestation ayant couru. Cathala est à la gare pour attendre son chef. Mais le chef n'arrive pas. Il se passe quelque chose. Quoi au juste ?

-C'est le coup d'Etat, dit Cathala.

-Encore un ?

J'essaie de téléphoner à Vichy. Le fil est coupé. Dans la matinée, le bruit se répand, en effet, que le Gouvernement a procédé à un coup de force et que Laval et Brinon sont arrêtés à Vichy. (...) J'apprends un peu plus tard que la cérémonie de l'Aiglon aura lieu dans changement. Sauf, bien entendu, que le Maréchal ne viendra pas. Il sera représenté par l'amiral Darlan et le général Laure, qui arrivent ce soir. J'apprends aussi – mais cela par mes

renseignements particuliers – qu’Abetz exigera l’élargissement de Laval, il se rendra probablement en personne à Vichy. Aucun émoi dans la population, très peu renseignée et qui attend pour se faire une opinion.

Dimanche 15 décembre.

Le public continue à ne rien savoir, car les Allemands ont interdit à la presse de parler des événements de Vichy. A 21 heures, le cercueil du duc de Reichstadt, venant de Vienne, est arrivé à la gare de l’Est, où il a été salué par le baron von Dornberg, chef du protocole, et le général von Schaumburg. Il est resté exposé jusqu’à minuit, heure à laquelle il a été placé sur un affût de canon allemand drapé de noir, qui a été accroché ensuite à un tracteur d’artillerie. A minuit, le cortège, comprenant six chenillettes de défense anti-aérienne, des autos légères d’artillerie et une dizaine de voitures, a quitté la gare de l’Est pour se rendre aux Invalides par l’itinéraire : boulevard de Strasbourg, boulevard Sébastopol, les quais rive gauche, avenue de Tourville, place Vauban. L’arrivée aux Invalides a eu lieu à 1 heure. Le cercueil, déposé à la grille par des soldats allemands, a été remis aussitôt à l’amiral Darlan, ministre de la Marine, entouré des généraux de La Laurencie et Laure, par M. Abetz, ambassadeur d’Allemagne. Après quelques instants de recueillement, les autorités allemandes ont quitté les lieux et le clergé de Sainte-Clotilde a donné la bénédiction. Le cercueil a été conduit devant le maître-autel du Dôme où il a été déposé sur un catafalque recouvert d’un immense drapeau tricolore retombant sur un tapis de pourpre constellé d’abeilles impériales. Les orgues se sont fait entendre pendant cette courte cérémonie. Puis les assistants, au nombre d’une vingtaine, ont quitté la chapelle. Un service d’honneur, assuré par la Garde républicaine, est resté autour du cercueil toute la nuit. A 11 heures, une messe a été célébrée au maître-autel du Dôme par le cardinal Suhard, en présence de 200 personnes environ, parmi lesquelles : la princesse Napoléon, née Clémentine de Belgique, le prince Paul Murat et la princesse, née d’Elchingen, la princesse de la Moskowa, née Bonaparte, la princesse Alexandre Murat, la duchesse d’Albufera, la baronne Lejeune, née Murat, le général Koechlin-Schwartz. La maîtrise des concerts Pierné a exécuté le *Requiem* de Gabriel Fauré et, au moment de l’élévation, la clique de la Garde républicaine a sonné « aux champs ». A l’issue de la messe, l’amiral Darlan et les généraux de La Laurencie et Laure ont quitté la chapelle pour la cour d’honneur des Invalides. Ils se sont rendus boulevard des Invalides où, à l’angle de l’avenue de Tourville, ils ont passé en revue un bataillon de l’armée allemande avec musique, qui leur a été présenté par le général Stulpnagel. Toutes ces personnalités sont revenues à la chapelle par la porte de la place Vauban et, tandis qu’Abetz et le général Stulpnagel attendaient à l’entrée de la chapelle, l’amiral Darlan et les deux généraux, accompagnés de la princesse Napoléon, sont allés au tombeau de Napoléon Ier où ils ont déposé une couronne barrée d’un ruban tricolore, portant l’inscription : « Le maréchal Pétain ». La cérémonie a pris fin vers 12 heures et toutes les personnalités ont quitté les Invalides. L’après-midi, le public a été admis à défiler devant le cercueil du duc de Reichstadt. Environ 7.000 personnes – il est possible que demain les journaux multiplient par dix – sont venues individuellement, et par simple curiosité, bien entendu. La population de Paris n’attache aucune importance – mais vraiment aucune ! – au geste « magnifique » du Führer. Je pense à part moi : « Ce dernier s’est-il moqué de la France ? Ou a-t-il cru que les Français considéreraient comme une compensation à leur peine ce geste, qui n’aurait eu de valeur que s’il était venu d’un ami ? »

Lundi 16 décembre.

J’apprends qu’hier soir, la journée s’est terminée par une soirée à l’ambassade d’Allemagne. Réception de journalistes. Abetz et Brinon ont, paraît-il, parlé dans leurs allocutions, de Laval, « seul garant de la politique de collaboration ». Cela fait présager une action pour aujourd’hui. En effet, Abetz va décidément se rendre lui-même à Vichy et exiger la libération de Laval. Puis on soulignera, dans la presse de Paris, tout ce que les Allemands étaient disposés à céder, si Laval était resté : retour massif des prisonniers, diminution de l’indemnité d’occupation, etc. Nul n’est à même ici de vérifier la réalité de ces bonnes dispositions antérieures. Ce qui est sûr, c’est que le prétexte sera abondamment exploité et que nous ne recevrons jamais, même si Laval revient, ce que son départ, nous affirme-t-on, nous a fait perdre.

(Langeron, 1946, pp.203-213)

Arrestation de Déat et de Laval à la veille du transfert des cendres de l’Aiglon

Vendredi 13 décembre.

A 9 heures du soir, je suis appelé par le Général de La Laurencie. Il me communique « l’ordre du Maréchal » d’arrêter Déat. Je lui réponds que Déat sera arrêté à l’aube. – « Pourquoi pas ce soir ? » - Est-il indispensable de le faire ce soir ? Déat est en ce moment et jusqu’à 2 heures du matin à l’« Œuvre », et l’arrestation au siège même du journal présente des difficultés techniques – et peut-être un danger pour les Commissaires et Inspecteurs qui feront l’opération. – Mais s’il s’échappe avant demain ? – Il ne s’échappera pas. Car s’il était au courant de nos intentions, il serait tout à fait

tranquille et bien assuré de sa libération rapide. Mais n'importe ! Pour plus de sûreté, je ferai garder la rue et la maison pendant toute la nuit ». Ce qui fut fait.

Samedi 14 décembre.

Déat a été arrêté à sept heures et amené dans les locaux de la Police judiciaire : deux heures après – je ne me suis pas trompé sur l'horaire – le général Stulpnager fait téléphoner partout, chez moi, chez le général de La Laurencie, à qui je téléphone moi-même aussitôt, et exige impérieusement que Déat soit remis en liberté immédiatement. Déat est relâché à midi $\frac{3}{4}$. Entre les deux opérations, je vais à la gare diriger le service d'ordre, l'arrivée de Laval étant escomptée et certains bruits de manifestation ayant couru. Cathala est à la gare pour attendre son chef. Mais le chef n'arrive pas. Il se passe quelque chose. Quoi au juste ?

-C'est le coup d'Etat, dit Cathala.

-Encore un ?

J'essaie de téléphoner à Vichy. Le fil est coupé. Dans la matinée, le bruit se répand, en effet, que le Gouvernement a procédé à un coup de force et que Laval et Brinon sont arrêtés à Vichy.

-

(Langeron, 1946, pp.205-208)